

BRÉSIL

**Amnesty International condamne l'homicide
dont a été victime récemment un policier à
São Paulo**

Index AI : AMR 19/002/2006

ÉFAI

Vendredi 13 janvier 2006

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International dénonce fermement la vague d'attaques dont ont été victimes récemment des policiers à São Paulo. Lors de la dernière agression, le 12 janvier 2006 à Villa Maria, un policier a été tué et deux autres blessés.

Il faut que les policiers puissent s'acquitter de leurs fonctions sans craindre d'être victimes d'agressions violentes. Des enquêtes approfondies doivent être menées sur ces faits, et les personnes soupçonnées d'être responsables de ces agissements doivent être rapidement déférées à la justice, dans le respect des normes internationales relatives aux droits humains.

Cependant, les autorités de cet État ne devraient pas prendre pour prétexte ces agressions pour mettre en œuvre des mesures de sécurité excessivement répressives.

En effet, les violations des droits humains perpétrées avec persistance dans l'ensemble du système de justice pénale de São Paulo n'ont fait qu'alimenter le climat de violence dans cet État.

Amnesty International exhorte les autorités de l'État de São Paulo à résoudre le problème de la discrimination dans les opérations de maintien de l'ordre ainsi que celui des conditions cruelles, inhumaines et dégradantes qui règnent dans les prisons afin de créer des conditions de sécurité pour tous les citoyens, y compris les membres des forces de l'ordre.

Ce n'est qu'en développant une politique de sécurité publique soucieuse de n'exclure personne, respectueuse des populations aux services desquelles elle est mise en œuvre et visant à protéger tout le monde, que les autorités parviendront à faire baisser le niveau de violence dans la ville. L'application d'une telle politique créera un environnement plus sûr au sein duquel la police pourra plus facilement travailler. ●

**Pour obtenir de plus amples informations,
veuillez contacter le Service de presse
d'Amnesty International à Londres, au +44 20
7413 5566, ou consulter le site
<http://www.amnesty.org>**